

DIAL 3548

ARGENTINE - Quatre décennies d'occupations de terres

Raúl Zibechi

mercredi 21 octobre 2020, par [Dial](#), [Raúl Zibechi](#)

L'occupation de Guernica, dans la périphérie du Grand Buenos Aires, est l'une des plus importantes et médiatisées de ces derniers mois, s'étendant sur 100 hectares et accueillant quelque 2500 familles et 3000 enfants. Mi-octobre, la justice a fixé la date de l'expulsion à la deuxième quinzaine d'octobre. Dans un contexte de multiplication des occupations de terrain depuis la fin 2019, l'Uruguayen Raúl Zibechi revient sur l'histoire des occupations de terrains en Argentine. Texte publié sur le site [Zur](#) le 22 septembre 2020.

Les occupations organisées de terres urbaines ou périurbaines ont commencé sous la dictature militaire (1976-1983), comme réponse à l'offensive menée pour expulser de Buenos Aires les familles installées dans des villas [1] afin d'ouvrir de vastes terrains centraux à la spéculation. Le prêtre Raúl Berardo, initiateur des premières occupations, m'a raconté, peu après le soulèvement de décembre 2001, comment les choses se sont passées.

Les premières occupations de terres se sont produites à Quilmes et Almirante Brown, entre septembre et novembre 1981, donnant naissance à six quartiers : La Paz, Santa Rosa de Lima, Santa Lucía, El Tala, San Martín et Monte de los Curas. Quelque 4 500 familles et 20 000 personnes ont participé à ces occupations, qui se sont étendues sur 211 hectares. « À cette époque, on a parlé d'« installations », en mémoire du peuple juif qui, au sortir de l'esclavage imposé par le pharaon, s'est « installé » dans le désert en traversant la mer Rouge pour se diriger ensuite vers la Terre promise », a expliqué le père Berardo au cours d'un long entretien donné à son domicile à l'hiver 2002.

À la différence de ce qui se passait dans les villas, ces occupations sont massives, organisées et planifiées, visent des terrains publics et se déroulent habituellement la nuit pour limiter les affrontements et mieux résister à la pression et la répression. Chaque famille s'installe sur un lot, on procède au tracé des rues (dans le prolongement du tracé urbain) et les espaces destinés aux équipements collectifs sont laissés libres.

Cette forme de lutte a pu se consolider non seulement grâce au travail accompli préalablement, mais aussi parce que les occupations ont été lancées à un moment propice. En 1981, le régime militaire battait en retraite et était affaibli. Il était contesté au niveau international à cause de ses atteintes aux droits humains ainsi que dans le pays par les Mères de la Place de mai, qui bénéficiaient d'un soutien populaire grandissant. La répression n'était déjà plus aussi brutale que dans les années précédentes, et les espaces de l'action collective s'étaient élargis.

Avant une action d'occupation, des débats et des séminaires de formation étaient organisés, on parlait de la « terre promise », dans la lignée de ce que faisaient alors les communautés de base au Brésil (où se déroulaient les premières occupations de ce qui deviendrait plus tard le mouvement des sans-terre, initiées par la Pastorale de la terre), auxquelles Berardo a participé pendant quelques mois avant de venir

à la métropole.

Au cours de l'hiver 1981, le régime a interdit la Marche de la faim lancée par les communautés de base et la CGT de Quilmes (où la tendance critique était majoritaire), alors qu'on enregistrerait une aggravation terrible des conditions de vie des plus pauvres. L'évêque Novak a indiqué que toute la zone était « une véritable ville assiégée par la faim » comme le rappelle le livre *Las tomas de tierras en el sur del Gran Buenos Aires* [Les occupations de terre dans le sud du grand Buenos Aires] d'Inés Izaguirre et Zulema Aristizábal.

L'encerclement policier, le harcèlement, les maladies, en résumé les énormes souffrances les transforment pour un temps en une « communauté de destin », très soudée à un moment où il n'existait aucun dispositif de cooptation de la part de l'État ni des partis politiques, poursuivis par la dictature.

Les habitants se sont trouvés assiégés par les militaires et les policiers durant six mois. Ils vivaient sous des tentes et il leur était interdit d'apporter de l'eau et de la nourriture. L'encerclement policier a été levé à la fin de la guerre des Malouines, ce qui a eu pour conséquence que le quartier a été baptisé « 2 avril », date à laquelle les cinq cents familles ont tenu une assemblée pour se donner un nom.

Cette première installation de mille personnes, en pleine dictature militaire, a eu une incidence profonde dans les milieux populaires. Cette action de masse a été promptement imitée et s'est étendue de façon explosive. Des militants sociaux de La Matanza, par exemple, ont invité les occupants de Quilmes pour qu'ils racontent leurs expériences et aident à l'organisation.

En 1990, moins d'une décennie plus tard, on comptait déjà dans toute la métropole 109 installations peuplées par environ 173 000 personnes, dont 71% vivaient dans la zone Sud.

À partir de cette rapide synthèse, j'aimerais présenter quelques considérations qui établissent un lien entre ces premières initiatives et la vague actuelle.

1.- La dictature avait expulsé violemment les habitants des *villas* de la capitale fédérale vers la périphérie pour faciliter le contrôle stratégique des secteurs populaires, les disperser et désarticuler leurs réseaux de survie. Les secteurs dominants ont essayé de modifier un rapport de forces qui leur était défavorable, ainsi que l'ont démontré les luttes sociales depuis le 17 octobre 1945.

Aujourd'hui, ce travail de dispersion et de contrôle est mené par deux acteurs, le marché et l'État. Le premier fait monter le prix des sols, accapare des espaces pour des quartiers privés et spéculer sur la terre. L'État a deux mains : avec l'une, il réprime, menace, fait disparaître, viole et violence. Avec l'autre, il propose des plans sociaux qui « amollissent » les plus pauvres, les dissuadent de s'organiser pour autre chose que de dépendre de ces plans (et de ceux qui les gèrent localement), et cherche à coopter toutes les formes d'organisation qu'il ne contrôle pas. Concernant la dictature, la « démocratie » se montre beaucoup plus efficace et affiche la même indifférence à l'égard de la vie.

2.- Au moins dans le diocèse de Quilmes, les secteurs populaires ont trouvé des manières de s'organiser depuis 1976 sous la forme des communautés ecclésiales de base (CEB). La première communauté a été créée en octobre 1976 par le père Berardo, de la paroisse de San Juan Bautista, à San Francisco Solano. Moins d'un an après, il y avait déjà 20 communautés, et 60 en 1980. Il s'agissait de petits groupes de 10 à 30 personnes, dont l'assemblée élit un coordinateur, et qui se réunissaient chaque semaine à la paroisse ou chez des particuliers.

Les organisations d'aujourd'hui - je pense à l'immense majorité des territoriales - sont beaucoup moins démocratiques que les CEB (même si l'auteur de ces lignes ne communique pas et ne va pas à la messe). Je veux dire par là que des liens comme la confiance mutuelle et la camaraderie ont baissé de plusieurs degrés dans le monde des organisations populaires.

3.- Le besoin est le même que dans les années 1980. Selon un rapport du Registre national des quartiers populaires, 4 416 « quartiers populaires » abritent quatre millions de personnes, soit presque 10% de la

population, qui ont été recensés jusqu'en décembre 2016. La moitié vit dans la province de Buenos Aires, qui demeure l'épicentre des occupations, mais la tendance s'est étendue à tout le pays.

Ce qui a changé, même si on ne le reconnaît pas de gaieté de cœur, c'est la culture politique et l'expérience vécue par les secteurs populaires. En quatre décennies, ils sont passés par la dictature et la démocratie, par des gouvernements péronistes, progressistes, radicaux et de droite. Ils sont toujours dans la même situation, même si toujours plus loin du centre-ville, comme le montre l'occupation de Guernica. Dans la première ceinture, la terre disponible s'est épuisée, à cause de l'augmentation de la population et du développement des quartiers privés.

Il y a toujours plus de dispositifs d'aide sociale, qui bénéficient à plus de personnes, comme le Revenu d'urgence pour les familles (IFE). Il y a toujours plus de pauvreté structurelle. Toujours plus d'extractivisme et de néolibéralisme, plus de monocultures et d'activité minière. C'est une voie qui n'offre pas de solution.

Les classes moyennes supérieures et les classes supérieures, les gens de la droite et assimilés sont de plus en plus réactionnaires, plus antipopulaires et sont prêts à tuer pour continuer à profiter de l'énorme inégalité qu'ils ont engendrée. Ils savent ce qu'ils veulent.

Ce n'est pas un tableau réjouissant. Mais il faut regarder la réalité en face pour savoir dans quelle direction marcher. Et avec qui.

- **[Dial](#) - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3548.**

- Traduction de Gilles Renaud pour Dial.

- Source (espagnol) : [Zur](#), 22 septembre 2020.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, le traducteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Bidonvilles - note DIAL.